

La République centrafricaine à feu et à sang

17/10/2013 Mise à jour: 17 octobre 2013 | 23:17



HCR/Djerassem Mbaioirem Des populations de déplacés en République centrafricaine

Je vous parlais en mai dernier de la République centrafricaine et de la crise qui s'y déroulait dans l'indifférence générale. Depuis, rien n'a changé. Cela a même empiré. Et combien de fois avez-vous entendu parler de ce pays pauvre africain dans vos téléjournaux?

Pratiquement jamais.

Et pourtant la crise qui connaît cette ancienne colonie française est non seulement sécuritaire mais aussi humanitaire.

Rappelons rapidement des faits. En mars dernier, le président François Bozizé est renversé par une coalition de rebelles appelée la Séléka, dont le chef, Michel Djotodia, s'est proclamé nouveau président du pays. Après quelques mois d'affrontements, cette même coalition est officiellement dissoute et des chefs de bande, des mercenaires locaux et étrangers mettent le pays à feu et à sang. Outre ce conflit de pouvoir entre rebelles, la menace d'une guerre entre la communauté chrétienne majoritaire et les musulmans se profile.

Côté sécuritaire, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé le 6 octobre sa vive préoccupation et appelé toutes les parties, notamment les ex-combattants de la Séléka et les membres des groupes d'auto-défense, à s'abstenir de toute acte de violence contre les populations civiles. La situation est telle que le conseiller spécial pour la prévention du génocide, Adama Dieng, et la conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger, Jennifer Welsh, ont aussi appelé les autorités nationales à prendre des mesures d'urgence pour protéger les populations des risques de crimes « atroces » et à rétablir l'état de droit sur l'ensemble du territoire. De fortes allégations de violations des droits de l'homme contre des civils (meurtres, violences sexuelles contre femmes et enfants, pillages, etc.) dans différentes parties du pays, ont en effet été soulevées dans un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies, et imputées aux soldats de l'ex-Séléka.

Côté humanitaire, des organisations ont lancé un appel à l'aide le 1er octobre car près de 400 000 personnes ont été déplacées par les affrontements et plus d'1,6 million de Centrafricains ont besoin d'une aide urgente. L'UNICEF signale des épidémies de rougeole un peu partout et dénonce l'enrôlement de près de 3 500 enfants par des groupes armés.

Côté diplomatie, c'est l'indifférence quasi-générale. L'ONU a décidé timidement de renforcer sa présence sur place avec le déploiement de 3600 soldats. Malgré l'insensibilité de la communauté internationale, le Ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a annoncé lors de sa visite de quelques heures au pays le 13 octobre, l'envoi de soldats aux cotés de l'ONU, tout en exigeant l'organisation d'élections libres début 2015.

Malheureusement, début 2015 est une échéance hautement optimiste dans une Centrafrique chaotique où la population fuit pour survivre.

Quelques chiffres :

- **5 millions de Centrafricains sont touchés par la crise, c'est-à-dire la totalité de la population du pays.**
- **1,6 million d'entre eux ont « cruellement besoin d'aide ».**
- **206 000 habitants ont été déplacés à l'intérieur de leur propre pays. Nombre d'entre eux vivent dans la brousse, avec peu ou pas d'accès à l'aide humanitaire. Parmi ces déplacés, 100 000 sont des enfants.**
- **60 000 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins, principalement en République démocratique du Congo.**
- **11 252 réfugiés vivent dans trois camps auxquels les travailleurs humanitaires ont très peu accès.**
- **650 000 enfants au moins ne peuvent pas se rendre à l'école.**
- **484 000 habitants (10,5% de la population) sont en situation d'insécurité alimentaire sévère.**
- **3 500 enfants ont été enrôlés par des groupes armés.**
- **0 % des 4,2 millions de dollars demandés pour l'hébergement d'urgence a été reçu.**
- **10 % ou moins des financements requis ont été reçus dans des secteurs comme l'eau, l'assainissement et l'hygiène.**
- **13 703 personnes en traitement antirétroviral risquent de ne plus pouvoir prendre leurs médicaments à cause d'interruptions de la chaîne d'approvisionnement.**
- **Moins de 20% des structures médicales du pays sont opérationnelles.**

Sources : Irin News, OCHA, HCR, Conseil de sécurité des Nations Unies, Save the Children